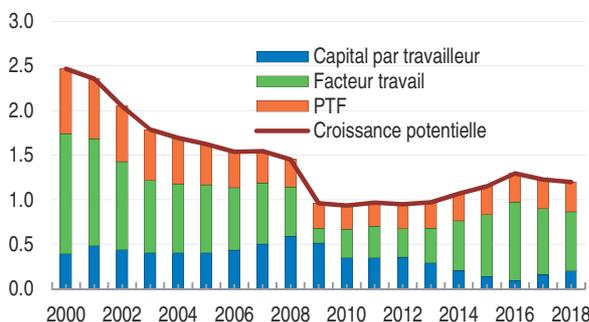


Résumé

- *L'activité économique progresse, mais renforcer la croissance aiderait à maintenir le niveau de protection sociale*
- *Trop de personnes sont exclues du marché du travail*
- *Une stratégie de long terme aiderait à réduire la dépense publique et améliorer ses effets sur l'équité*

L'activité économique progresse, mais renforcer la croissance aiderait à maintenir le niveau de protection sociale

La croissance potentielle a diminué à cause de la faiblesse des gains de productivité

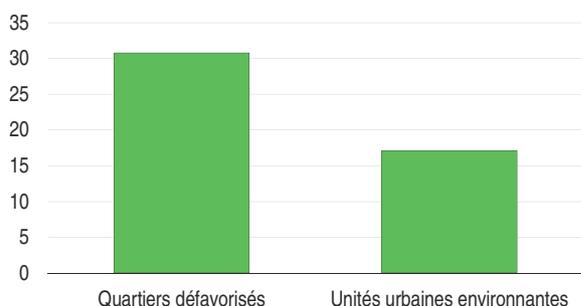


Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101. StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933580023>

La croissance annuelle du PIB devrait atteindre un rythme d'au moins 1.6 % en 2017-18, tirée par la consommation et l'investissement. Le marché du travail s'améliore, mais les gains de productivité sont trop modestes pour maintenir à long terme le niveau de protection sociale, des services publics de qualité et des revenus individuels en hausse. Des réformes récentes ont renforcé la concurrence dans certains secteurs de services, mais celle-ci reste faible dans d'autres secteurs. Combiné avec des impôts complexes et élevés, ceci pèse sur l'emploi, l'activité entrepreneuriale et l'innovation. Trop d'adultes ont de faibles compétences de base et leur accès à la formation pâtit de la complexité du système de formation et de l'usage excessif des contrats à durée déterminée.

Trop de personnes sont exclues du marché du travail

Probabilité de chômage par lieu de résidence¹



1. Corrigée des caractéristiques individuelles; voir le graphique 36 pour plus de détails.

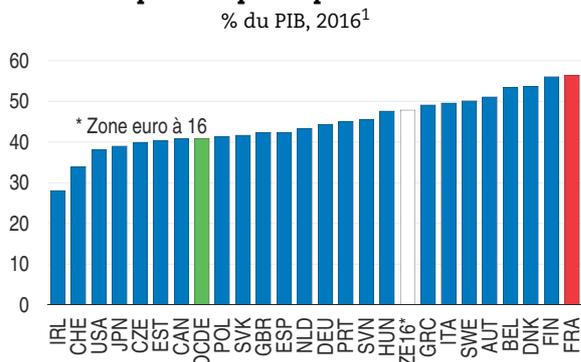
Source : ONPV (2016), Rapport annuel 2015.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933580042>

Dans l'ensemble la pauvreté est faible. Cependant les jeunes et les travailleurs peu qualifiés sont souvent exclus du marché du travail, notamment dans les quartiers pauvres. Il peut être difficile de quitter ces quartiers à cause d'un manque de logements abordables. Les efforts pour créer plus de formations en apprentissage n'ont pas suffisamment bénéficié aux élèves du secondaire, qui en ont le plus besoin. Des procédures juridiques plus rapides pourraient favoriser l'emploi en contrats plus stables qui donneraient un meilleur accès à la formation, des salaires plus élevés et donc un marché du travail plus inclusif. Le droit du travail ne laisse pas assez de flexibilité aux entreprises et à leurs employés pour négocier les conditions de travail et les salaires. Ceci freine l'emploi et la productivité. Un renforcement de la négociation collective devrait pourtant assurer un rapport de force équilibré entre employés et employeurs.

Une stratégie de long terme aiderait à réduire la dépense publique et améliorer ses effets sur l'équité

Les dépenses publiques sont élevées



1. Ou dernière année disponible.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°101.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933580061>

Une stratégie de long terme est nécessaire pour réduire les dépenses publiques sans mettre en péril la protection sociale afin de baisser les impôts tout en assurant la soutenabilité des finances publiques. Ceci permettrait de renforcer l'activité économique et de diminuer le chômage. Les dépenses de retraite restent importantes, l'âge effectif de départ à la retraite étant toujours bas, même si les réformes récentes contribuent à le relever progressivement. Mieux cibler les dépenses d'infrastructure et d'éducation sur les populations pauvres permettrait d'améliorer l'équité. La qualité des soins de santé est louable, mais une prévention perfectible, une coordination incomplète entre les prestataires de soins et le haut niveau de la couverture pour la plupart des ménages contribuent à une consommation des soins et des dépenses importantes.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Une stratégie de long terme pour réduire la dépense publique et les impôts	
La taille du secteur public conduit à des impôts élevés qui pèsent sur l'emploi et l'investissement.	Tenir les objectifs ambitieux de baisse des dépenses publiques et des impôts. Réduire les taux de cotisations sociales et d'impôt sur les sociétés, comme prévu.
La part de l'impôt sur le revenu dans les recettes fiscales est faible. Les exonérations de TVA et les taux réduits sont importants, et des taxes écologiques plus élevées amélioreraient les résultats environnementaux.	Éliminer les taux réduits de TVA et augmenter les taxes environnementales. Utiliser la baisse des cotisations salariales pour renforcer le poids de l'impôt progressif sur le revenu, en abaissant le seuil de la première tranche d'imposition. Éliminer les exonérations d'impôts sur les revenus du capital tout en diminuant leur taux d'imposition.
Le système de retraite est fragmenté et les dépenses de retraite sont élevées.	Aller vers un système de retraite universel pour améliorer la mobilité de la main-d'œuvre et abaisser les coûts de gestion. Ensuite relever progressivement l'âge minimum de départ à la retraite en fonction de l'espérance de vie.
La qualité des soins de santé est élevée. Cependant, la prévention et la coordination entre les fournisseurs de soins sont perfectibles. Cela augmente les dépenses inutilement.	Augmenter la rémunération des professionnels de santé liée à la prévention et au traitement des maladies chroniques, ce qui permettrait de réduire le nombre de soins, des ordonnances et la vente de médicaments. Faciliter la contractualisation des relations entre les régimes d'assurance et les groupements de prestataires. Développer des dossiers médicaux électroniques.
Favoriser un développement inclusif des compétences et de l'emploi	
Les adultes à faibles compétences de base sont trop nombreux. Leur accès à la formation est freiné par le nombre important de dispositifs et la complexité du compte personnel de formation (CPF).	Simplifier le CPF et réduire le nombre de dispositifs proches. Améliorer l'accès à l'orientation et l'information sur les prestataires en renforçant le système de label de qualité. Évaluer en continu les politiques actives du marché de l'emploi.
Les résultats scolaires dépendent fortement du milieu socio-économique des parents. Trop de jeunes sont exclus du marché du travail.	Offrir des salaires et des carrières attractifs aux professeurs excellents qui travaillent dans des écoles accueillant de nombreux élèves issus de milieux défavorisés. Développer l'apprentissage dans les lycées professionnels, en mobilisant les entreprises pour l'accueil des jeunes apprentis. Dans la formation des enseignants, favoriser des pratiques pédagogiques diversifiées et innovantes pour répondre aux besoins différenciés des élèves.
Le droit du travail ne laisse pas assez de place aux entreprises et à leurs salariés pour ajuster les conditions de travail à leurs besoins. L'administration limite également cette possibilité en étendant systématiquement les accords de branche aux entreprises qui ne sont pas impliquées dans les négociations. De nombreux secteurs sont trop petits pour mener des négociations efficaces, et les entreprises manquent souvent de représentants des travailleurs avec lesquels ils peuvent négocier à cause d'une gouvernance complexe de la représentation et de discriminations à l'encontre des travailleurs qui négocient pour leurs collègues.	Fusionner les branches sans aucune activité et/ou n'ayant pas la taille critique pour une vie conventionnelle. Prendre en compte, lors de la procédure d'extension, les effets économiques et sociaux des accords de branche et permettre des dérogations. Favoriser les accords de branche différenciés, par exemple, selon la taille ou l'âge de l'entreprise. Réduire le nombre d'institutions qui représentent les salariés. Mieux protéger les travailleurs qui représentent leurs collègues contre la discrimination et améliorer le fonctionnement de la justice du travail.
Les salariés des quartiers défavorisés souffrent d'un accès insuffisant à l'emploi et aux services publics. La faible flexibilité de l'offre et la rigidité de l'attribution des logements sociaux entravent l'accès au logement pour les foyers les plus défavorisés et une plus grande mobilité résidentielle et professionnelle. Les salariés des quartiers défavorisés souffrent de discriminations.	Mettre à profit la rénovation urbaine des quartiers pauvres pour offrir des stages professionnels et des formations aux compétences de base. Mieux cibler les dépenses publiques vers les transports en commun, la garde d'enfants et l'accueil personnel dans les services publics dans les quartiers pauvres. Réduire les droits de mutation et augmenter la taxe foncière. Augmenter les suppléments de loyer et inciter les résidents des logements sociaux à déménager quand leur revenu dépasse le plafond d'éligibilité. Continuer les campagnes de sensibilisation des recruteurs.
Améliorer la productivité	
En dépit de certains progrès, les obstacles à l'entrée et à la concurrence dans les services restent élevés.	Évaluer de façon indépendante les effets sur la concurrence des lois et réglementations, tout en renforçant le dialogue sur ce sujet entre l'Autorité de la concurrence et le ministère de l'Économie dans le processus décisionnel.
La longueur des procédures dans les conseils de prud'hommes et le taux élevé d'appels mènent à un usage limité des contrats à durée indéterminée.	Instituer des juges professionnels pour assister les juges prud'hommes non-professionnels et réduire les délais de décision.
La collaboration entre le monde scientifique et les entreprises reste trop modeste ainsi que la part des financements de la recherche sur projets, donc compétitifs.	Augmenter la part du financement sur projets dans les crédits publics de R&D. Continuer d'augmenter l'autonomie des universités pour définir leurs programmes et les inciter à accroître leurs ressources propres.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: France 2017

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_surveys-fra-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: France 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-fra-2017-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.